



Communiqué

Pour diffusion immédiate

Le 22 novembre 2021

Faute de rapports publics complets par la province, les Ontariennes et les Ontariens ne sont pas informés de l'état général de l'environnement, conclut la vérificatrice générale

(TORONTO) La province ne publie pas de rapports exhaustifs sur l'état général de l'environnement et des ressources naturelles de l'Ontario, ni sur les progrès accomplis dans l'atteinte des objectifs et des cibles en matière d'environnement, indique la vérificatrice générale Bonnie Lysyk dans son *Rapport annuel des audits sur l'environnement*.

« Le public, les parties prenantes et les décideurs ont besoin de connaître l'état général de l'environnement de l'Ontario pour pouvoir évaluer si les choses s'améliorent ou au contraire s'aggravent », a déclaré M^{me} Lysyk. « Il y a un certain nombre de délais prévus aux termes des lois pour la publication de rapports sur l'environnement, mais le gouvernement ne les respecte pas. »

C'est au ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs ainsi qu'au ministère du Développement du Nord, Mines, Richesses naturelles et Forêts qu'il incombe au premier chef de surveiller l'état de l'environnement et des ressources naturelles, de publier des rapports à ce sujet et de prendre les mesures pouvant s'imposer pour améliorer la situation. Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales joue pour sa part un rôle clé dans la surveillance et l'amélioration de la durabilité environnementale de l'agriculture de l'Ontario, ce qui inclut la production de rapports à ce sujet.

On indique dans le rapport d'audit que, même si ces trois ministères publient des rapports sur certains sujets environnementaux, on ne publie pas de rapports réguliers et complets sur l'état général de l'environnement.

Par exemple, le ministère des Richesses naturelles a préparé un rapport intitulé *État des ressources naturelles de l'Ontario*, sur lequel le personnel du Ministère travaille depuis 2017. On a unifié tous les rapports ministériels en un seul et même rapport qui devait être facilement accessible en ligne. Mais on ne prévoit toujours pas publier ce rapport.

Le ministère de l'Environnement a cessé de produire des rapports périodiques sur l'état général de la qualité de l'eau en Ontario. Il a publié des rapports sur la qualité de l'eau dans la province entre 2009 et 2016, mais il a arrêté de le faire par la suite. Les renseignements en question sont maintenant disséminés dans de nombreux rapports différents, de sorte qu'il est plus difficile pour le public de se faire une idée de la qualité générale de l'eau en Ontario.

« Il y a plus de 20 ans déjà, notre Bureau avait constaté que les nombreux rapports ministériels sur l'environnement ne permettaient pas au public d'évaluer de façon simple et efficace l'état général de l'environnement », a souligné Tyler Schulz, vérificateur général adjoint et commissaire à l'environnement au Bureau. « Peu de choses ont changé depuis, et le public a le droit à savoir l'état de l'environnement a une incidence sur la santé de la population ontarienne, et également sur la santé de des écosystèmes dont nous dépendons. »

Le rapport d'audit comprend 14 recommandations en vue de l'apport d'améliorations.

Renseignements :
Bonnie Lysyk
Vérificatrice générale
(647) 267-9263

Le rapport est accessible à l'adresse www.auditor.on.ca

 @OntarioAuditor

Le Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario est un bureau indépendant de l'Assemblée législative qui mène des audits de l'optimisation des ressources et des audits financiers du gouvernement provincial et de ses ministères et organismes. Il audite également les organismes du secteur parapublic qui reçoivent un financement provincial. Sa vision est d'offrir une valeur et un niveau d'assurance exceptionnels aux députés à l'Assemblée législative, au Comité permanent des comptes publics et à l'ensemble de la population ontarienne en faisant un travail de haute qualité qui favorise la responsabilisation, l'optimisation des ressources et une gouvernance efficace dans le secteur public de l'Ontario.